MTL.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L.
- 4 MAR 1965
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H. Coordination

L. 9.171/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 janvier 1965, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux casiers judiciaires", a donné le 15 février 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e januari 1965 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de strafregisters", heeft de 15e februari 1965 het volgend advies gegeven :

C
Se
5.3.65

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet tend à remplacer par des dispositions relatives aux casiers judiciaires les dispositions actuelles du Code d'instruction criminelle qui concernent le dépôt général de la notice des jugements. Ces dernières dispositions forment la matière des articles 600, 601 et 602 du Code et y sont réunies au chapitre premier du titre VII du livre II.

Si l'insertion des dispositions en projet à la place de celles qu'elles sont destinées à remplacer est normale, la manière dont le Gouvernement se propose de réaliser cette intention et qui consiste à réunir toutes ces dispositions dans des articles 600, 601, 602, 602bis et 602ter nouveaux, offre un sérieux inconvénient : celui de concentrer dans un nombre restreint d'articles des dispositions nombreuses et variées, ce qui empêche de les présenter dans un ordre harmonieux et rationnel. De plus, le numérotage d'articles par bis, ter, etc... n'est pas recommandable en principe.

Afin d'éviter ce double inconvénient, le Conseil d'Etat propose de répartir les dispositions du projet en un nombre d'articles suffisant pour assurer une présentation logique de la matière et, dans la mesure du besoin, de numéroter ces articles à l'aide des numéros d'un certain nombre des articles du titre VI qui précède immédiatement les textes du Code que le projet se propose de remplacer.

.../...

La mise en oeuvre de ce procédé, dont il existe de nombreux exemples, ne présente aucune difficulté dans le cas présent puisque tous les articles du titre VI sont actuellement abrogés et qu'il n'y est fait référence dans aucun texte en vigueur.

2. Le Conseil d'Etat propose de présenter les dispositions du projet dans l'ordre suivant : but des casiers judiciaires, tenue des casiers, renseignements à fournir aux administrations chargées de cette tenue, délivrance et teneur des extraits, suppression des certificats de bonnes conduite, vie et moeurs.

3. Il conviendrait que le projet soit présenté, non par le seul Ministre de la Justice, mais également par le Ministre de l'Intérieur, pour la double raison qu'il impose des devoirs aux autorités communales et que la matière des certificats de bonne conduite, vie et moeurs est habituellement dans les attributions de ce Ministre.

EXAMEN DU TEXTE.

Article 600 du projet (article 586 du texte proposé)

1. Les termes du projet "décisions judiciaires rendues en Belgique" ont pour effet d'exclure du champ d'application de la future loi les décisions que des juridictions belges, notamment les juridictions militaires, peuvent être amenées à rendre à l'étranger. Le texte proposé ci-après tient compte de cette observation.

.../...

2. L'article 600, alinéa 2, et l'article 601, § 2, du projet employent l'expression "accords internationaux" alors que l'article 602bis utilise le mot "traités". L'intention du Gouvernement étant de viser tous les accords internationaux, quelque forme qu'ils aient revêtue, il y a lieu d'employer uniformément l'expression "conventions internationales".

Article 601 du projet.

§ 1er, alinéa 1er (article 589 du texte proposé).

- Dans la première partie de cette disposition, il est fait mention "de la commune du domicile de l'intéressé"; pour tenir compte du fait que les casiers judiciaires contiendront également des renseignements relatifs à des étrangers, qui, en principe, n'ont pas de domicile en Belgique, il y a lieu d'ajouter à la mention du domicile celle de la résidence.
  Cette observation vaut également pour les §§ 2 et 3.

- Selon le 2°, seront renseignés aux casiers judiciaires les cas dans lesquels l'action publique aura été éteinte par le versement d'une somme d'argent et indépendamment de toute décision judiciaire constatant la matérialité des faits et leur imputabilité aux intéressés. Cette disposition est en contradiction avec l'économie générale du projet et avec les termes de l'article 600, qui ne prévoit l'inscription aux casiers judiciaires que des renseignements concernant les décisions judiciaires; elle doit être omise.

.../...

- Selon le 3° les greffiers auront obligation de signaler aux casiers judiciaires les décisions de révocation du sursis probatoire, prévues à l'article 14, § 2, de la loi du 29 juin 1964, alors qu'aucune disposition du projet ne les astreint à signaler que les condamnations prononcées l'auraient été avec octroi du bénéfice du sursis (simple ou probatoire).

- Au 4°, il y a lieu de remplacer la référence à la loi du 1er juillet 1964 par une référence à la "loi du 9 avril 1930 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 1er juillet 1964".
Cette observation vaut également pour l'alinéa 2 du § 1er et pour le § 2 de l'article 601 ainsi que, partiellement, pour l'article 602 ter, § 1er, alinéa 2.

- Au 7°, le projet fait référence à l'article 447bis introduit dans le Code d'instruction criminelle par l'article 30 de la loi du 9 avril 1930; en votant ce texte, le législateur confirmera l'interprétation selon laquelle l'article 447bis du Code d'instruction criminelle n'a pas été abrogé par la loi du 1er juillet 1964.

- Si l'intention du Gouvernement est que les peines accessoires soient également portées au casier judiciaire, le projet devrait être complété sur ce point.

.../...

§ 2 (article 592 du texte proposé).

Les décisions de renvoi de l'armée ne sont pas les décisions judiciaires, et elles n'ont pas un caractère pénal. Pour les raisons indiquées au sujet du § ler, alinéa ler, 2°, il y a lieu d'en omettre la mention.

§ 3 (article 593 du texte proposé).

Le mot "mesures" employé au § 3 est extrêmement vague et général. Selon l'exposé des motifs, il ne s'agirait que de questions accessoires; l'on doit en déduire qu'il ne peut donc s'agir que de mesures régulièrement prises en rapport avec l'exercice de la justice répressive. Cette précision serait utilement introduite dans le texte.

Article 602 du projet.

Le § 2 (article 588 du texte proposé) ne règle pas le cas où il y aurait plusieurs commissaires de police dans une commune.

.../...

Article 602bis du projet.

1. § 2, alinéa 2 (article 596 du texte proposé).

Dans la mesure où elle permet au Ministre de délivrer à titre exceptionnel un extrait du casier judiciaire central à la personne que cet extrait concerne, sans préciser la nature des raisons objectives qui justifieraient cette communication, la disposition sous examen accorde au Ministre un pouvoir discrétionnaire dont l'exercice pourrait porter atteinte au principe de l'égalité des Belges devant la loi, inscrit dans l'article 6 de la Constitution.

2. § 3 (article 602 du texte proposé).

Ce paragraphe dispose en sa première phrase : "Aucun certificat relatif à la conduite d'une personne ne peut être délivré par les autorités communales.

Le but de cette disposition est, suivant l'exposé des motifs, "de permettre aux condamnés libérés de chercher une occupation leur permettant de se réintégrer dans la société, sans craindre de devoir révéler leur passé judiciaire".

Telle qu'elle est rédigée cette interdiction est susceptible de deux interprétations.

Selon la première, l'interdiction s'adresserait uniquement aux autorités communales agissant en leur qualité officielle. Selon la seconde, elle s'adresserait à toute personne revêtue de la qualité d'autorité communale même au cas où elle agirait à titre privé, par exemple en qualité de chef d'entreprise.

Le texte devrait être précisé sur ce point.

.../...

Article 602ter du projet.

1. § 1er, alinéa 1er (article 597 du texte proposé).

En vertu de l'article 620 nouveau du Code d'instruction criminelle, l'effacement produit les mêmes effets que la réhabilitation. L'article 602ter, § 1er, alinéa 1er, doit être complété pour tenir compte de cette disposition.

2. § 2 (article 600 du texte proposé).

L'alinéa 2 laisse subsister une incertitude quant à la nature et à la portée du contrôle que les autorités judiciaires auront à exercer en vertu de cette disposition. Le texte devrait être précisé sur ce point.

Observations quant à la mise en concordance de certains textes en vigueur avec les dispositions du projet.

Le projet appelle des modifications à divers textes en vue de leur mise en concordance avec les dispositions de celui-ci; il en est ainsi notamment :

a) du Code d'instruction criminelle, article 629, 1° : les mots "un extrait du casier judiciaire du requérant" devraient être remplacés par les mots "un extrait du casier judiciaire central du requérant, et, le cas échéant, un extrait du casier judiciaire communal";

b) ibidem, 4° : les bourgmestres n'étant plus habilités à délivrer des certificats concernant la conduite de leurs administrés, les mots "et sa conduite pendant le même temps" doivent être abrogés ou modifiés. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement en ce qui concerne ce cas précis, le texte de l'article 602bis, § 3, du projet (article 602 du texte proposé) devrait en tenir compte;

.../...

c) ibidem, article 634 :les mots "(elles sont mentionnées dans les extraits) du casier judiciaire et"doivent être abrogés afin d'éviter qu'une même matière soit réglée par deux textes différents;

d) de la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice où à l'article 2, 2°, le littera c doit être soit abrogé, soit remplacé par une disposition prévoyant la production par le candidat huissier de justice d'un extrait de son casier judiciaire (central ou communal ?);

e) de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, dont l'article 7 doit être abrogé pour la raison indiquée sub c ci-dessus.

En outre, de nombreuses dispositions réglementaires qui exigent la production d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs, devraient être adaptées à la législation en projet.

Le projet soulève en outre quelques observations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après.

PROJET DE LOI RELATIVE AUX CASIERS JUDICIAIRES.

...

...

Article 1er.-

Au titre VII du livre II du Code d'instruction criminelle, le chapitre premier est remplacé par les dispositions suivantes :

"Chapitre premier - Des casiers judiciaires".

.../...

"Article 586. Les renseignements concernant les décisions
Article 600 du texte du projet. rendues en matière pénale par les juridictions belges sont rassemblés dans un casier judiciaire central tenu au Ministère de la Justice et dans des casiers judiciaires communaux.

Sont également rassemblés au casier judiciaire central, les renseignements concernant les décisions rendues en matière pénale par des juridictions étrangères à charge de Belges et qui sont notifiées au Gouvernement belge en vertu de conventions internationales.

Article 602, § 1er, du texte du projet. Article 587. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du service du casier judiciaire central.

Article 602, § 2, du texte du projet. Article 588. Les casiers judiciaires communaux sont tenus par le commissaire de police et, dans les communes qui en sont dépourvues, par le bourgmestre. Celui-ci peut toutefois, dans ce dernier cas, déléguer cette mission à un membre du personnel de la police ou de l'administration communale, à la condition d'en informer immédiatement le procureur du Roi. Si celui-ci s'oppose au choix de la personne déléguée, il saisit le Ministre de la Justice par l'intermédiaire du procureur général près la Cour d'appel qui donne un avis circonstancié. La décision du Ministre de la Justice est notifiée au bourgmestre et au procureur du Roi. Si la délégation n'est pas approuvée, elle cesse ses effets, au jour de la notification de la décision ministérielle (pour le surplus, voir avis).

.../...

Article 601, § 1er, alinéa 1er pro parte, du texte du projet).

Article 589. Les greffiers des cours et tribunaux (et, dans les cas visés par le 2°, les officiers du ministère public) doivent, dans les conditions déterminées par le Roi, adresser au service du casier judiciaire central un avis concernant chaque personne ayant fait l'objet :

1° d'une condamnation à une peine criminelle, correctionnelle ou de police;

(2° de l'application des articles 166 à 169 ou des articles 180 à 180ter)(voir avis);

3° d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation en application des articles 3 à 6 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

4° d'une décision remplaçant la suspension simple par la suspension probatoire en vertu de l'article 13, § 2, de la même loi;

5° d'une décision prononçant la révocation du sursis probatoire en application de l'article 14, § 2, de la même loi;

6° d'une décision rendue en application de l'article 7 de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 1er juillet 1964;

7° d'une décision rendue en application des articles 22, 23 et 26 de la même loi, modifiée par ladite loi du 1er juillet 1964;

8° d'une décision prononçant une des mesures prévues par les articles 13 à 19, 21, alinéa 2, 22, 23, 31 ou 37 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance;

.../...

9° d'un arrêt de réhabilitation;

10° d'un arrêt rendu en application de l'article 441, de l'article 442 ou des articles 443 à 447bis.

(L'avis dont question au présent article mentionne également les peines accessoires prononcées à charge de l'intéressé et,le cas échéant, le fait que les condamnations ont été prononcées avec sursis simple ou avec sursis probatoire).

Article 601, § 1er, alinéa 1er pro parte et alinéa 2 du texte du projet.

Article 590. Les greffiers des cours et tribunaux doivent pareillement adresser à la personne chargée de la tenue du casier judiciaire de la commune où l'intéressé a son domicile ou,s'il n'a pas de domicile en Belgique,de la commune où il a sa résidence, un avis concernant les personnes ayant fait l'objet de l'une des décisions reprises aux 1°, (2°), 5°, 7°, 8°, 9° et 10°, de l'article 589.

Article 601, § 1er,alinéa 3, du texte du projet.

Article 591. Le Roi peut exclure ou limiter l'envoi au service du casier judiciaire central d'avis relatifs aux condamnations à une peine de police (ou aux cas dans lesquels il a été fait application des dispositions visées par l'article 589, 2°).

.../...

Article 601, § 2, du texte du projet.

Article 592. Le service du casier judiciaire central et la personne chargée de la tenue du casier judiciaire de la commune où l'intéressé a son domicile ou, s'il n'a pas de domicile en Belgique, de la commune où il a sa résidence, reçoivent également avis, dans les conditions déterminées par le Roi :

1° des arrêtés de réhabilitation pris en vertu de l'arrêté-loi du 22 avril 1918 relatif à la réhabilitation militaire, modifié par la loi du 7 avril 1964;

2° des arrêtés de réhabilitation pris en vertu de l'arrêté-loi du 9 décembre 1943 sur la réhabilitation des gens de mer et sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certaines infractions maritimes, modifié par la loi du 7 avril 1964;

3° des arrêtés de grâce;

4° des arrêtés d'octroi ou de retrait de la libération conditionnelle;

(5° des décisions de renvoi de l'armée)(voir avis).

Le service du casier judiciaire central est en outre informé des décisions rendues en vertu des articles 18, 20 et 21 de la loi du 9 avril 1930, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 1er juillet 1964, ainsi que des décisions rendues en matière pénale par des juridictions étrangères à charge de Belges et qui sont notifiées au Gouvernement belge en vertu de conventions internationales.

.../...

Article 601, § 3, du texte du projet.

Article 593. Le Roi peut prescrire l'envoi au service du casier judiciaire central et à la personne chargée de la tenue du casier judiciaire de la commune où l'intéressé a son domicile ou, s'il n'a pas de domicile en Belgique, de la commune où il a sa résidence, d'un avis concernant des mesures qui ne sont pas visées par les articles 589, 590 et 592 (voir avis).

Article 602bis, § 1er, du texte du projet.

Article 594. Sous réserve des articles 595 et 596, des extraits du casier judiciaire central et des casiers judiciaires communaux ne peuvent être délivrés qu'aux autorités judiciaires et, dans les cas et conditions déterminés par le Roi, aux administrations publiques.

Article 602bis, § 5, du texte du projet.

Le Roi détermine les administrations qui, outre les départements ministériels, les provinces et les communes, doivent être considérées comme administrations publiques.

Article 602bis, § 2, alinéa 1er, du texte du projet.

Article 595. Sans préjudice des cas prévus par des conventions internationales, des extraits du casier judiciaire central peuvent être délivrés avec l'autorisation du Ministre de la Justice aux agents diplomatiques et consulaires accrédités en Belgique, ainsi qu'aux autorités judiciaires et aux administrations publiques étrangères.

.../...

Article 602bis, § 2, alinéa 2, du texte du projet.

Article 596. Le Ministre de la Justice peut également autoriser, à titre exceptionnel, la délivrance d'un extrait du casier judiciaire central à la personne que cet extrait concerne (voir avis).

Article 602ter, § ler, alinéa ler, du texte du projet.

Article 597. Les extraits du casier judiciaire central et des casiers judiciaires communaux ne peuvent faire mention des condamnations effacées par application de l'article 619 ni de celles qui ont fait l'objet d'une mesure d'amnistie ou de réhabilitation, ni des décisions annulées par application de l'article 441, de l'article 442 ou des articles 443 à 447bis.

Article 602ter, § ler, alinéa 2, du texte du projet.

Article 598. Les décisions rendues en application des articles 7, 20, 21, 22 ou 23 de la loi du 9 avril 1930 ou des articles 7, 18, 20 ou 21 de cette même loi, telle qu'elle a été modifiée par la loi du ler juillet 1964, et les décisions qui prononcent une des mesures prévues par les articles 13 à 19, 21, alinéa 2, 22, 23, 31 ou 37 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, ne peuvent être mentionnées que dans les extraits délivrés aux autorités judiciaires et, en ce qui concerne les décisions prononcées sur base de la loi du 15 mai 1912, seulement si de nouvelles poursuites sont exercées.

.../...

Article 602ter, § ler, alinéa 3, du texte du projet.

Article 599. Les décisions ordonnant la suspension de la condamnation en application des articles 3 à 6 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation ainsi que les décisions qui remplacent la suspension simple par la suspension probatoire en vertu de l'article 13 de la même loi ne peuvent être mentionnées que dans les extraits délivrés aux autorités judiciaires et seulement si de nouvelles poursuites sont exercées pendant la période d'épreuve.

Article 602ter, § 2, du texte du projet.

Article 600. Les décisions visées aux articles 597 et 598 peuvent toutefois être mentionnées dans les extraits du casier judiciaire destinés aux administrations publiques auxquelles ces renseignements sont indispensables pour l'application de dispositions légales ou réglementaires.

La communication de ces décisions est soumise au contrôle des autorités judiciaires, suivant la procédure déterminée par le Roi.

Article 602bis, § 4, du texte du projet.

Article 601. Les dispositions des articles 594 à 600 sont applicables à tous documents faisant mention de tout ou partie des décisions judiciaires rendues contre les personnes qu'ils concernent, lorsque la délivrance de ces documents n'est pas réglée par des dispositions légales ou réglementaires particulières.

.../...

Article 602bis, § 3, du texte du projet.

Article 602 . (voir avis)

(Hors le cas prévu par l'article 629, alinéa 1er, 4°), aucun certificat relatif à la conduite d'une personne ne peut être délivré par les autorités communales. Dans les cas où des dispositions légales ou réglementaires prévoient la production d'un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs, ou d'un certificat analogue, l'administration communale délivrera un extrait du casier judiciaire.

Article 2.-

(voir observation concernant la mise en concordance de divers textes).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp strekt ertoe de huidige bepalingen van het Wetboek van strafvordering die betrekking hebben op "de bewaring van de notities van alle vonnissen" te vervangen door bepalingen betreffende strafregisters. Aan de eerstgenoemde bepalingen zijn thans gewijd de artikelen 600, 601 en 602 van het Wetboek, die samen hoofdstuk I van titel VII van boek II vormen.

Dat de bepalingen van het ontwerp daar ingevoegd worden waar de te vervangen bepalingen staan, is normaal, maar de wijze waarop de Regering daarvoor te werk gaat, namelijk door alles samen te brengen in nieuwe artikelen 600, 601, 602, 602bis en 602ter, levert dit ernstig bezwaar op, dat te veel en te zeer uiteenlopende bepalingen in te weinig artikelen terecht komen, zodat meteen een evenwichtige en rationele volgorde onmogelijk wordt. Bovendien is het in beginsel niet geraden, artikelen te nummeren met bis, ter, enz. ...

Om dat tweeledig bezwaar te ondervangen, stelt de Raad van State voor, de bepalingen over zoveel artikelen te spreiden dat de stof logisch kan worden voorgesteld. Nummers voor die artikelen ontlene men voor zover nodig aan enkele artikelen van titel VI, die onmiddellijk voorafgaat aan de te vervangen teksten van het Wetboek.

Die werkwijze, die al meer is gevolgd, levert in het onderhavige geval geen moeilijkheden op ; alle artikelen van titel VI zijn thans opgeheven en in geen nog geldende tekst wordt ernaar verwezen.

.../...

2. De Raad van State stelt voor, de bepalingen van het ontwerp als volgt te schikken : doel van de strafregisters, bijhouden van de registers, inlichtingen ten behoeve van de besturen die de registers moeten bijhouden, afgifte en inhoud van de uittreksels, afschaffing van de getuigschriften van goed zedelijk gedrag.

3. Niet alleen de Minister van Justitie maar ook de Minister van Binnenlandse Zaken zou het ontwerp moeten voordragen, omdat het de gemeenteoverheden verplichtingen oplegt en vervolgens omdat al wat de getuigschriften van goed zedelijk gedrag betreft doorgaans tot de bevoegdheid van laatstgenoemde Minister behoort.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 600 van het ontwerp (artikel 586 van de voorgestelde tekst).

1. Met de woorden van het ontwerp : "rechterlijke beslissingen die in België zijn gewezen", worden buiten de toekomstige wet gesloten de beslissingen welke Belgische gerechten, namelijk de militaire, in het buitenland mochten wijzen. De hierna voorgestelde tekst houdt met deze opmerking rekening.

2. Artikel 600, tweede lid, en artikel 601, § 2, van het ontwerp gebruiken de term "internationale akkoorden", terwijl artikel 602bis de term "verdragen" gebruikt. De Regering denkt aan alle internationale akkoorden, ongeacht hun vorm ; men spreke dus overal van "internationale overeenkomsten".

..../...

Artikel 601 van het ontwerp.

§ 1, eerste lid (artikel 589 van de voorgestelde tekst).

- In het eerste gedeelte van deze bepaling is sprake van "de gemeente waar de betrokkene woonachtig is"; om er rekening mee te houden dat de strafregisters ook inlichtingen zullen bevatten betreffende vreemdelingen, die principieel geen woonplaats in België hebben, vermelde men naast de woonplaats ook de verblijfplaats. Deze opmerking geldt mede voor de §§ 2 en 3.

- Volgens 2° zullen in de strafregisters worden vermeld de gevallen waarin de publieke vordering is vervallen door het storten van een som geld, los van enige rechterlijke beslissing die de feiten zelf vaststelt en ze aan de betrokkenen ten laste legt. Die bepaling is in tegenspraak met de algemene economie van het ontwerp en met de tekst van artikel 600, die alleen voorschrijft dat inlichtingen betreffende rechterlijke beslissingen in de strafregisters worden opgenomen ; zij moet vervallen.

- Volgens de tekst onder 3° zullen de griffiers voor opneming in de strafregisters moeten mededelen de beslissingen tot herroeping van het probatieuitstel, bedoeld in artikel 14, § 2, van de wet van 29 juni 1964, terwijl geen bepaling van ontwerp hen verplicht mede te delen, dat de veroordelingen met uitstel (gewoon of probatieuitstel) werden uitgesproken.

.../...

- In de tekst onder 4° vervange men de verwijzing naar de wet van 1 juli 1964 door een verwijzing naar de "wet van 9 april 1930, zoals zij is gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964".
  Deze opmerking geldt ook voor het tweede lid van § 1 en voor § 2 van artikel 601 alsook, gedeeltelijk, voor artikel 602ter , § 1, tweede lid.

- In de tekst onder 7° verwijst het ontwerp naar artikel 447bis, in het Wetboek van strafvordering ingevoegd bij artikel artikel 30 van de wet van 9 april 1930 ; als de wetgever die tekst goedkeurt, bevestigt hij de interpretatie volgens welke de wet van 1 juli 1964 artikel 447bis van het Wetboek van strafvordering niet heeft opgeheven.

- Wil de Regering dat ook de bijkomende straffen in het strafregister worden opgetekend, dan zou het ontwerp in die zin moeten worden aangevuld.

§ 2. (artikel 592 van de voorgestelde tekst).

Beslissingen tot wegzending uit het leger zijn geen rechterlijke beslissingen en zijn niet strafrechtelijk. Om de redenen die in verband met § 1, eerste lid, 2°, zijn opgegeven, moet de vermelding ervan achterwege blijven.

§ 3 (artikel 593 van de voorgestelde tekst).

Het in § 3 gebruikte woord "maatregelen" is uiterst vaag en algemeen. Volgens de memorie van toelichting zou het alleen gaan om "bijkomstige aangelegenheden" ; hieruit moet worden afgeleid dat het dus alleen kan gaan om regelmatig genomen maatregelen met betrekking tot de uitoefening van het strafrecht. Het zou dienstig zijn die bijzonderheid in de tekst op te nemen.

.../...

Artikel 602 van het ontwerp.

Paragraaf 2 (artikel 588 van de voorgestelde tekst) voorziet niet in het geval, dat er in een gemeente meer dan een politiecommissaris is.

Artikel 602bis van het ontwerp.

1. § 2, tweede lid (artikel 596 van de voorgestelde tekst).

In zover de hier onderzochte bepaling de Minister toestaat, bij wijze van uitzondering een uittreksel uit het centraal strafregister af te geven aan degene op wie het betrekking heeft, zonder eraan toe te voegen welke de objectieve redenen zijn die de afgifte kunnen wettigen, verleent zij de Minister een discretionaire bevoegdheid waarvan de uitoefening afbreuk zou kunnen doen aan het beginsel van artikel 6 van de Grondwet, dat de Belgen gelijk zijn voor de wet.

2. § 3 (artikel 602 van de voorgestelde tekst).

De eerste volzin van deze paragraaf luidt : "Met betrekking tot het gedrag van een persoon mogen de gemeentelijke autoriteiten geen getuigschrift afgeven".

Volgens de memorie van toelichting is het doel van de nieuwe bepaling, "aan de ontslagen veroordeelden de mogelijkheid te geven een tewerkstelling te vinden, zodat ze zich kunnen reclasseren, zonder de vrees hun gerechtelijk verleden bekend te moeten maken".

.../...

In zijn huidige lezing kan dat verbod op twee manieren worden uitgelegd.

Men kan het zo zien, dat het verbod de gemeenteoverheden alleen wordt opgelegd als zij in hun officiële hoedanigheid optreden. Een andere uitlegging is, dat het verbod zou gelden voor eenieder die gezagdrager van de gemeente is, zelfs al treedt hij op als particulier, bijvoorbeeld als ondernemingshoofd.

De tekst zou op dit punt moeten worden verduidelijkt.

Artikel 602ter van het ontwerp.

1. § 1, eerste lid (artikel 597 van de voorgestelde tekst).

Krachtens het nieuwe artikel 620 van het Wetboek van strafvordering heeft uitwissing dezelfde gevolgen als eerherstel. Artikel 602ter, § 1, eerste lid, moet worden aangevuld met inachtneming van die bepaling.

2. § 2 (artikel 600 van de voorgestelde tekst).

Het tweede lid laat enige onzekerheid bestaan over de aard en de strekking van de controle welke de "gerechtelijke autoriteiten" krachtens deze bepaling dienen uit te oefenen. De tekst zou op dat punt moeten worden verduidelijkt.

.../...

Opmerkingen betreffende de overeenstemming van sommige geldende teksten met de bepalingen van het ontwerp.

In een aantal teksten moeten wijzigingen worden aangebracht teneinde ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van het ontwerp ; dat is onder meer het geval met :

a) het Wetboek van strafvordering, artikel 629, 1° : de woorden "een uittreksel uit het strafregister van de verzoeker" zouden moeten worden vervangen door : "een uittreksel uit het centraal strafregister van de verzoeker en, in voorkomend geval, een uittreksel uit het gemeentelijk strafregister";

b) ibidem, 4° : nu de burgemeesters geen getuigschriften betreffende het gedrag van hun bestuurden meer zullen mogen afgeven, moeten de woorden "en zijn gedrag gedurende die tijd" geschrapt of gewijzigd worden. Bedoelt de Regering het niet zo in verband met dit welbepaalde geval, dan zou daarmee rekening gehouden moeten worden in het ontwerp-artikel 602bis, § 3 (artikel 602 van de voorgestelde tekst).

c) ibidem, artikel 634 : de woorden "uit het strafregister of" moeten vervallen, wil eenzelfde aangelegenheid niet in twee verschillende teksten zijn geregeld ;

.../...

d) de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders : in artikel 2, 2°, moet de tekst onder c ofwel worden opgeheven, ofwel vervangen door een bepaling die zegt dat de kandidaat-gerechtsdeurwaarder een uittreksel uit zijn (centraal of gemeentelijk ?) strafregister moet overleggen ;

e) de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie : artikel 7 daarvan moet worden opgeheven om de hiervoren onder c opgegeven reden.

Bovendien moeten een groot aantal verordeningsbepalingen die een getuigschrift van goed zedelijk gedrag eisen, aan de ontwerp-wet worden aangepast.

Ook over de vorm van het ontwerp zijn een aantal opmerkingen te maken, die echter geen commentaar behoeven. In de hierna voorgestelde tekst is er rekening mee gehouden.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE STRAFREGISTERS.

...

...

Artikel 1.-

In titel VII van boek II van het Wetboek van strafvordering wordt hoofdstuk I door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk I. - Strafregisters".

.../...

Artikel 600 van de ontwerp-tekst.

"Artikel 586. De inlichtingen betreffende beslissingen in strafzaken, gewezen door Belgische gerechten, worden verzameld in een bij het Ministerie van Justitie gehouden centraal strafregister en in gemeentelijke strafregisters.

In het centraal strafregister worden ook verzameld de inlichtingen betreffende beslissingen die in strafzaken ten laste van Belgen zijn gewezen door vreemde gerechten en waarvan krachtens internationale overeenkomsten aan de Belgische Regering kennis wordt gegeven.

Artikel 602, § 1, van de ontwerp-tekst.

Artikel 587. De Koning regelt de organisatie en de werkwijze van de dienst centraal strafregister.

Artikel 602, § 2, van de ontwerp-tekst .

Artikel 588. Het gemeentelijk strafregister wordt gehouden door de politiecommissaris en, in gemeenten waar er geen is, door de burgemeester. In het laatste geval kan deze echter die taak aan een personeelslid van de politie of van het gemeentebestuur opdragen op voorwaarde dat hij dat onmiddellijk aan de procureur des Konings mededeelt. Als deze zich tegen de keuze van de gemachtigde verzet, maakt hij de zaak bij de Minister van Justitie aanhangig door t doen van de procureur-generaal bij het Hof van beroep, die een omstandig advies uitbrengt. De beslissing van de Minister van Justitie wordt ter kennis gebracht van de burgemeester en van de procureur des Konings. Als de opdracht niet goedgekeurd wordt, houdt zij op gevolg te hebben de dag dat van de ministeriële beslissing kennis wordt gegeven (voor het overige, zie het advies).

.../...

Artikel 601, § 1, eerste lid, partim, van de ontwerp-tekst.

Artikel 589. De griffiers van hoven en rechtbanken (en, in de gevallen bedoeld onder 2°, de ambtenaren van het openbaar ministerie) moeten, onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, aan de dienst centraal strafregister een bericht zenden betreffende eenieder :

1° die tot een criminele, correctionele of politiestraf is veroordeeld;

(2° op wie de artikelen 166 tot 169 of de artikelen 180 tot 180ter zijn toegepast)(zie advies);

3° ten aanzien van wie een beslissing is gewezen die opschorting van de uitspraak van de veroordeling gelast op grond van de artikelen 3 tot 6 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° ten aanzien van wie een beslissing is gewezen die de gewone opschorting door probatieopschorting vervangt op grond van artikel 13, § 2, van dezelfde wet;

5° ten aanzien van wie een beslissing is gewezen die het probatieuitstel herroept op grond van artikel 14, § 2, van dezelfde wet;

6° tegen wie een beslissing is gewezen op grond van artikel 7 van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, zoals zij gewijzigd is bij de wet van 1 juli 1964;

7° tegen wie een beslissing is gewezen op grond van de artikelen 22, 23 en 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij genoemde wet van 1 juli 1964;

8° tegen wie een van de maatregelen, bedoeld in de artikelen 13 tot 19, 21, tweede lid, 22, 23, 31 of 37 van de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming is bevolen;

.../...

9° ten aanzien van wie een arrest van eerherstel is gewezen;

10° ten aanzien van wie een arrest is gewezen op grond van artikel 441, van artikel 442 of van de artikelen 443 tot 447bis.

(Het in dit artikel bedoelde bericht vermeldt ook de bijkomende straffen die tegen de betrokkene zijn uitgesproken en, in voorkomend geval, het feit dat de veroordelingen zijn uitgesproken met gewoon uitstel of met probatieuitstel).

Artikel 601, § 1, eerste lid partim en tweede lid van de ontwerp-tekst.

Artikel 590. De griffiers van hoven en rechtbanken moeten evenzo aan hem die belast is met het houden van het strafregister van de gemeente waar de betrokkene zijn woonplaats heeft of, als hij in België geen woonplaats heeft, van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft, een bericht zenden betreffende degenen ten aanzien van wie een van de onder 1°, (2°), 5°, 7°, 8°, 9° en 10° van artikel 589 genoemde beslissingen is genomen.

Artikel 601, § 1, derde lid, van de ontwerp-tekst.

Artikel 591. De toezending aan de dienst centraal strafregister van berichten betreffende veroordelingen tot een politiestraf (of betreffende gevallen waarin de in artikel 589, 2°, bedoelde bepalingen worden toegepast), kan door de Koning uitgesloten of beperkt worden.

Artikel 601, § 2, van de ontwerp-tekst.

Artikel 592. De dienst centraal strafregister en degene die belast is met het houden van het strafregister van de gemeente waar de betrokkene zijn woonplaats heeft of , als hij in België geen woonplaats heeft, van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft, ontvangen eveneens, onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, bericht :

.../...

1° van de besluiten van eerherstel, vastgesteld krachtens de besluitwet van 22 april 1918 betreffende de eerherstelling der militairen, gewijzigd bij de wet van 7 april 1964;

2° van de besluiten van eerherstel, vastgesteld krachtens de besluitwet van 9 december 1943 op het eerherstel der zeelieden en het verval der strafvervolgingen, en der straffen betreffende sommige zeevaartmisdrijven, gewijzigd bij de wet van 7 april 1964;

3° van de genadebesluiten;

4° van de besluiten tot verlening of intrekking van de voorwaardelijke invrijheidstelling;

(5° van de beslissingen tot wegzending uit het leger) (zie advies).

De dienst centraal strafregister krijgt bovendien bericht van de belissingen gewezen krachtens de artikelen 18, 20 en 21 van de wet van 9 april 1930, zoals zij is gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964, en van de beslissingen die vreemde gerechten ten laste van Belgen in strafzaken hebben gewezen en waarvan krachtens internationale overeenkomsten aan de Belgische Regering kennis wordt gegeven.

Artikel 601, § 3, van de ontwerp-tekst.

Artikel 593. De Koning kan voorschrijven dat aan de dienst centraal strafregister en aan hem die belast is met het houden van het strafregister van de gemeente waar de betrokkene zijn woonplaats heeft of, als hij in België geen woonplaats heeft, van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft, bericht wordt gezonden betreffende maatregelen die niet in de artikelen 589, 590 en 592 zijn bedoeld (zie advies).

.../...

Artikel 602bis, § 1, van de ontwerp-tekst.

Artikel 594. Onder voorbehoud van de artikelen 595 en 596 mogen uittreksels uit het centraal strafregister en uit de gemeentelijke strafregisters alleen worden afgegeven aan gerechtelijke overheden en, in de gevallen en onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, aan openbare besturen.

Artikel 602bis, § 5, van de ontwerp-tekst.

De Koning bepaalt welke besturen, buiten de ministeriële departementen, de provincies en de gemeenten, als openbare besturen moeten worden beschouwd.

Artikel 602bis, § 2, eerste lid, van de ontwerp-tekst.

Artikel 595. Onverminderd de gevallen die in internationale overeenkomsten zijn bepaald, kunnen uittreksels uit het centraal strafregister, met machtiging van de Minister van Justitie, worden afgegeven aan in België geaccrediteerde diplomatieke en consulaire ambtenaren, alsook aan vreemde gerechtelijke overheden en openbare besturen.

Artikel 602bis, § 2, tweede lid, van de ontwerp-tekst.

Artikel 596. De Minister van Justitie kan, bij uitzondering, ook toestaan dat een uittreksel uit het centraal strafregister wordt afgegeven aan degene op wie dat uittreksel betrekking heeft (zie advies).

Artikel 602ter, § 1, eerste lid, van de ontwerp-tekst.

Artikel 597. In uittreksels uit het centraal strafregister en uit de gemeentelijke strafregisters mogen geen veroordelingen worden vermeld die op grond van artikel 619 zijn uitgewist of waarvoor amnestie of eerherstel is verleend, noch beslissingen die op grond van artikel 441, van artikel 442 of van de artikelen 443 tot 447bis zijn vernietigd.

.../...

Artikel 602ter, § 1, tweede lid, van de ontwerp-tekst.

Artikel 598. Beslissingen gewezen op grond van de artikelen 7, 20, 21, 22 of 23 van de wet van 9 april 1930 of van de artikelen 7, 18, 20 of 21 van diezelfde wet, zoals zij is gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964, en beslissingen die een van de maatregelen bedoeld in de artikelen 13 tot 19, 21, tweede lid, 22, 23, 31 of 37 van de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming, bevelen, mogen alleen worden vermeld in de uittreksels die aan gerechtelijke overheden worden afgegeven en, wat de op grond van de wet van 15 mei 1912 genomen beslissingen betreft, alleen ingeval nieuwe vervolgingen worden ingesteld.

Artikel 602ter, § 1, derde lid, van de ontwerp-tekst.

Artikel 599. Beslissingen die de opschorting van de veroordeling gelasten op grond van de artikelen 3 tot 6 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, en beslissingen waarbij de gewone opschorting door de probatieopschorting wordt vervangen op grond van artikel 13 van dezelfde wet, mogen alleen worden vermeld in de uittreksels die aan gerechtelijke overheden worden afgegeven, en alleen ingeval nieuwe vervolgingen worden ingesteld gedurende de proeftijd.

Artikel 602ter, § 2, van de ontwerp-tekst.

Artikel 600. De beslissingen bedoeld in de artikelen 597 en 598 mogen echter worden vermeld in uittreksels uit het strafregister die bestemd zijn voor de openbare besturen welke die inlichtingen volstrekt nodig hebben voor de toepassing van wets- of verordeningsbepalingen.

De mededeling van die beslissingen is onderworpen aan de controle van de gerechtelijke overheden, volgens de procedure welke de Koning bepaalt.

.../...

Artikel 602bis, § 4, van de ontwerp-tekst.

Artikel 601. De bepalingen van de artikelen 594 tot 600 zijn van toepassing op alle documenten die de rechterlijke beslissingen, gewezen tegen hen op wie ze betrekking hebben, geheel of ten dele vermelden, als de afgifte van die documenten niet door bijzondere wets- of verordeningsbepalingen geregeld is.

Artikel 602bis, § 3, van de ontwerp-tekst.

Artikel 602. (zie advies)

(Behalve in het geval bedoeld in artikel 629, eerste lid, 4°), mogen de gemeenteoverheden geen getuigschrift met betrekking tot iemands gedrag afgeven. In de gevallen waarin wets- of verordeningsbepalingen voorschrijven dat een getuigschrift van goed zedelijk gedrag of een soortgelijk getuigschrift wordt overgelegd, geeft het gemeentebestuur een uittreksel uit het strafregister af.

Artikel 2.-

(zie opmerking betreffende de overeenstemming van diverse teksten).

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, staatsraden,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) J.SUETENS.